TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNÉE 1954

Les numéros cités à la suite de certains documents renvoient aux textes antérieurs sur le même objet.

Les impressions de l'Assemblée de l'Union française sont ainsi numérotées:

Année 1954: N°s 1 à 405.

SESSION DE 1954

1. — Allocution de M. Albert Sarraut, président de l'Assemblée, p. 1.

2. — Avis de la commission d'instruction, par M. Troisgros, sur les opérations électorales du territoire de Madagascar, p. 1.

3. — Avis de la commission d'instruction, par M. Schmitt, sur le dossier d'élection de M. Dorange, élu par le territoire de la Haute-Volta, p. 3.

4. — Avis de la commission d'instruction, par M. Schmitt, sur les dossiers d'élection de MM. Bouda (François) et Dédé (Pierre), élus par le territoire de la Haute-Volta, p. 3.

5. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant le décret du 13 décembre 1932 portant organisation et fonctionnement du crédit, de la mutualité et de la coopération agricole en Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 3.

6. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Saller, tendant à réglementer les investissements de capitaux étrangers dans la France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer, p. 4.
Voir: Assemblée nationale, n° 5727 (2e législ.); Conseil de la République, n° 120 (année 1953).

7. — Rapport par M. Raphaël-Leygues sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à apporter son concours à l'érection d'un monument au maréchal Lyautey, à Paris, à l'occasion de son centenaire, p. 5.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 357 (année 1953).

8. — Rapport supplémentaire sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'enseignement de l'école de médecine de Pondichéry, p. 6.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 156, 204, 380 (année 1953).

9. — Rapport supplémentaire par M. Raphaël-Leygues sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de la République française de reconnaître, pour les médecins diplômés d'Etat, l'équivalence entre les diplômes délivrés par les écoles de médecine d'outre-mer et le diplôme de médecine tropicale, p. 6.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 239, 375 (année 1953).

10. — Rapport par M. Roulleaux-Dugage sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à organiser une journée Lyautey, à l'occasion du centenaire de la naissance du maréchal Lyautey, p. 7.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 369 (année 1953).

11. — Rapport par M. Pialoux sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant réorganisation du conseil du contentieux administratif de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 8.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 328 (année 1953).

12. — Rapport par M. Pialoux sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant réorganisation du conseil du contentieux administratif des établissements français d'Océanie, p. 8.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 329 (année 1953).

13. — Proposition de M. Chiarasini tendant à venir en aide aux populations des provinces de Tamatave et de Tananarive, victimes du cyclône et des inondations qui ravagent Madagascar depuis le 14 janvier 1954, p. 9.

14. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret relatif à la justice de droit local en Afrique occidentale française, modifiant divers articles du décret du 3 décembre 1931, p. 10.

15. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret relatif à la justice de droit local à Madagascar, modifiant divers articles du décret du 9 mai 1909, p. 10.

16. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret relatif à la justice de droit local au Togo, modifiant divers articles du décret du 21 avril 1938, p. 11.

17. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret concernant certaines mesures d'extension du repos dominical dans les territoires d'outre-mer, p. 12.

18. — Rapport par M. Le Van Dinh sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret relevant le seuil de compétence de la cour des comptes, p. 12.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 322 (année 1953).

19. — Avis de la commission d'information, par Mme Emilienne Moreau, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à envisager la création de « grandes foires de l'Union française » sous une forme cyclique et dans les principales capitales des différents états et territoires d'outre-mer, p. 13.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 14, 364 (année 1953).

20. — Proposition de M. Jacobson tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de réserver l'attribution d'une partie des crédits du fonds national de la productivité aux entreprises et organismes de toute nature situés outre-mer et réalisant un programme de productivité, p. 14.

21. — Proposition de M. Max André tendant à inviter le Gouvernement à définir et à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre aux forces terrestres, aériennes et navales chargées de la défense de l'outre-mer d'être en mesure de remplir effectivement leurs missions, p. 14.

22. — Rapport de M. Cornet sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour l'exercice 1954, p. 15.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 387 (année 1953).

23. — Rapport de M. Rogier sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicables aux municipalités de Saint-Louis, Dakar et Rufisque l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés des communes et les textes modificatifs, p. 16.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 59 (année 1953).

24. — Proposition de résolution de M. Guyard tendant à modifier les articles 7 et 67 du règlement de l'Assemblée de l'Union française, p. 18.

25. — Rapport par M. Alduy sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une politique des hydrocarbures en harmonie avec une planification rationnelle de l'économie des pays d'outre-mer de l'Union française, p. 18.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 117 (année 1952).

26. — Rapport par M. Ribéra sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de reviser le statut du cadre d'administration générale de la France d'outre-mer en le reclassant dans un cadre général analogue à celui des chefs de division et attachés de préfecture métropolitains et en opérant son recrutement au niveau de l'enseignement supérieur, p. 23.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 292 (année 1953).

27. — Troisième rapport supplémentaire par M. le général Legentilhomme sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à préciser son attitude sur le problème de la sécurité dans le Pacifique, p. 24.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 132 (année 1951).

28. — Avis de la commission d'instruction par M. Schmitt sur les dossiers d'élection de MM. Mouragues (Alberi) et Bandaogo (Laurent), élus par le territoire de la Haute-Volta, p. 26.

29. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Jean Guiter sur la proposition de M. Jousselin tendant à l'institution d'un système de garanties économiques formelles entre les pays d'outre-mer et la France métropolitaine, p. 26.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 45, 363 (année 1952).

30. — Rapport de M. Guyard sur la proposition tendant à modifier les articles 7 et 67 du règlement de l'Assemblée de l'Union française, p. 27.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 24 (année 1954).

31. — Avis de la commission des affaires sociales par Mme Malroux sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'enseignement de l'école de médecine de Pondichéry, p. 27.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 156, 204, 380 (année 1953) et 8 (année 1954).

32. — Proposition de Mlle Le Ber invitant le Gouvernement à procéder, d'une part, à une étude tendant à proportionner l'octroi des bourses d'enseignement secondaire, technique et supérieur outre-mer en fonction d'une perspective des besoins et de l'offre d'emploi ultérieur, d'autre part, à assurer aux diplômés originaires des territoires d'outre-mer une priorité dans les nominations à effectuer dans ces mêmes territoires, p. 27.

33. — Rapport par M. Cazelles sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant réorganisation du crédit agricole artisanal et immobilier au Togo, p. 28.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 302 (année 1953).

34. — Rapport par M. Cazelles sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant le décret du 13 décembre 1932 portant organisation et fonctionnement du crédit, de la mutualité et de la coopération agricoles en Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 29.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 5 (année 1954).

35. — Rapport par M. Léger sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi concernant l'indemnisation des dommages de guerre subis par les ressortissants français de l'archipel des Nouvelles-Hébrides au cours de la campagne de guerre des alliés contre le Japon, p. 32.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 386 (année 1953).

36. — Rapport par M. Antonini sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret modifiant le décret n° 52-764 du 30 juin 1952 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française, p. 33.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 341 (année 1953).

37. — Rapport par M. Pialoux sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions de la loi du 31 décembre 1925 à la clause compromissoire en matière commerciale, p. 36.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 359 (année 1953).

38. — Avis de la commission de la défense de l'Union française, par M. Fontanet, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour l'exercice 1954, p. 37.
Voir: Assemblée nationale, n° 7353 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 387 (année 1953).

39. — Avis de la commission de la défense de l'Union française, par M. de Gouyon, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une politique des hydrocarbures en harmonie avec une planification rationnelle de l'économie des pays d'outre-mer de l'Union française, p. 39.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 117 (année 1952), 25 (année 1954).

40. — Proposition de M. William Bazé tendant à demander au Gouvernement de la République de trouver une solution au problème eurasien par l'application de mesures appropriées relevant, d'une part, de sa propre initiative et dépendant, d'autre part, d'un accord à conclure avec les Etats associés d'Indochine (renvoyée à la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, p. 39.

41. — Rapport par M. Cazelles sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Yacine Diallo, député, tendant à supprimer les sociétés indigènes de prévoyance (S. I. P.) créées par le décret du 4 juillet 1919 et à leur substituer des sociétés de production agricole; 2° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance de l'Afrique équatoriale française en sociétés coopératives de consommation, de production ou de construction, et les fonds communs de ces sociétés en une société de crédit coopératif; 3° la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant l'organisation, la composition et le fonctionnement des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et secours mutuels agricoles, en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 42.
Voir: Assemblée nationale, n° 6519 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 329, 400 (année 1948), 300 (année 1953).

42. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Guislain, député, tendant à créer un office national des textiles chargé de mettre au point les études et les solutions propres à rendre à l'industrie textile une activité normale et à remettre au travail les chômeurs de ces industries, p. 44.
Voir: Assemblée nationale, n° 4298 (2e législ.).

43. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Godin, député, tendant à créer un institut d'émission pour l'Afrique occidentale française et le Togo, p. 45.
Voir: Assemblée nationale, n° 6745 (2e législ.).

44. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Godin, député, tendant à créer un institut d'émission pour l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, p. 49.
Voir: Assemblée nationale, n° 6716 (2e législ.).

45. — Rapport par M. Cornet, au nom de la commission des affaires financières, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1954, en ce qui concerne le titre V, p. 53.
Voir: Assemblée nationale, n° 7352 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 388 (année 1953).

46. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1954 en ce qui concerne les chapitres suivants de l'annexe IV (section marine): 31-11, 31-12, 31-22, 31-23, 31-32, 31-33, 32-41, 32-42, 32-43, 32-91, 34-41, 34-42, 34-51, 34-61, 34-62, 34-71, 34-81, 34-91, 34-92, 34-93, 35-91, 52-71, 52-72, 53-71, 54-51, 54-52, 54-61, p. 54.
Voir: Assemblée nationale, n° 7352 (2e législ.).

47. — Rapport par M. Boisdon sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la parité de traitement entre les juges de paix algériens et les juges de paix métropolitains, p. 54.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 365 (année 1953).

48. — Rapport par M. Alfred Bour, sur la proposition de résolution tendant à la nomination d'une inter-commission chargée d'étudier et de proposer les mesures susceptibles d'arrêter l'évolution néfaste de l'alcoolisme dans les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les territoires associés de la République française, p. 56.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 346 (année 1953).

49. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Douala Manga Bell tendant à instituer au Cameroun, territoire sous tutelle française, un collège électoral unique englobant les citoyens de l'Union française de tous les statuts pour toutes les élections: législatives, territoriales et municipales, p. 56.
Voir: Assemblée nationale, n° 7625 (2e législ.).

50. — Proposition de M. Morel relative à l'unification du contrôle des informations de télévision au Maroc et dans l'Union française, p. 57.

51. — Proposition de M. Ahmed Abdallah tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires en vue de créer dans le territoire des Comores quatre chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, ayant leur siège au chef-lieu de subdivision de chaque île et groupées en une fédération des chambres de commerce des Comores, p. 57.

52. — Proposition de M. Boisdon tendant à demander au Gouvernement de prendre l'initiative d'une réforme constitutionnelle concernant notamment le mode d'élection du Président de la République, président de l'Union française, p. 57.

53. — Proposition de M. Kamil tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour sauvegarder, lors de la ratification du protocole signé le 16 janvier 1954 entre l'Ethiopie et la France, les droits traditionnels des Danakils sur les pâturages et les points d'eau de la région des lacs, et les droits de la France, reconnus par des conventions antérieures et l'usage, sur cette même zone, et notamment sur la région d'Afambo, p. 58.

54. — Proposition de M. Bernier tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant et complétant l'article 25 du décret n° 52-152 du 13 février 1952, pris en exécution de l'article 6 de la loi n° 51-1509 du 31 décembre 1951, arrêtant les dispositions financières transitoires applicables à l'exercice 1952, p. 58.

55. — Rapport d'information par M. Bégarra sur les conditions d'application du code du travail en Afrique occidentale française, p. 59.

56. — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Saïdou Djermakoye, sur la proposition de M. Alduy tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une politique des hydrocarbures en harmonie avec une planification rationnelle de l'économie des pays d'outre-mer de l'Union française, p. 69.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 117 (année 1952), 25 (année 1954).

57. — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Schmitt, sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Yacine Diallo, député, tendant à supprimer les sociétés indigènes de prévoyance (S. I. P.) créées par le décret du 4 juillet 1919 et à leur substituer des sociétés de production agricole; 2° la proposition de

M. Sousatte, tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance de l'Afrique équatoriale française en sociétés coopératives de consommation, de production ou de construction, et les fonds communs de ces sociétés en une société de crédit coopératif; 3° la proposition de résolution de M. Gueye Momar Djim tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant l'organisation, la composition et le fonctionnement des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et secours mutuels agricoles en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 70.
Voir: Assemblée nationale, n° 6519 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 329, 400 (année 1948), 300 (année 1953), 41 (année 1954).

58. — Rapport de M. Jean Guiter sur la vérification des pouvoirs des conseillers de l'Union française, désignés par l'Etat associé du Viet-Nam, p. 71.

59. — Proposition de M. Georges Riond tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, dans les mesures relatives aux logis d'urgence, une part destinée à pourvoir aux besoins de la main-d'œuvre nord-africaine travaillant dans la métropole, p. 71.

60. — Rapport de M. Berthaud sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour sauvegarder lors de la ratification du protocole signé le 16 janvier 1954 entre l'Ethiopie et la France les droits traditionnels des Danakil sur les pâturages et les points d'eau de la région des lacs, et les droits de la France, reconnus par des conventions antérieures et l'usage, sur cette même zone et notamment sur la région d'Afambo, p. 71.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 53 (année 1954).

61. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont, député, tendant à créer un régime de prestations familiales pour les salariés non fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, p. 72.
Voir: Assemblée nationale, n° 6491 (2e législ.).

62. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Le Brun Kéris, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant réorganisation du crédit agricole artisanal et immobilier au Togo, p. 75.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 302 (année 1953) et 33 (année 1954).

63. — Proposition de M. Boisdon tendant à rendre applicable en Algérie la législation métropolitaine relative aux tribunaux de commerce, p. 76.

64. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention européenne de sauvegarde ds droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et le protocole additionnel à cette convention, signé à Paris, le 20 mars 1952, p. 76.
Voir: Assemblée nationale, n° 7514 (2e législ.).

65. — Rapport par M. Héline, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et le protocole additionnel à cette convention, signé à Paris, le 20 mars 1952, p. 77.
Voir: Assemblée nationale, n° 7514 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 64 (année 1954).

66. — Rapport, par M. Cornet, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1954 en ce qui concerne les chapitres suivants de l'annexe IV (section marine): 31-11, 31-12, 31-22, 31-23, 31-32, 31-33, 32-41, 32-42, 32-43, 33-91, 34-41, 34-42, 34-51, 34-61, 34-62, 34-71, 34-81, 34-91, 34-92, 34-93, 35-91, 52-71, 52-72, 53-71, 54-51, 54-52, 54-61, p. 78.
Voir: Assemblée nationale, n° 7352 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 46 (année 1954).

67. — Avis de la commission de la défense de l'Union française par M. Fontanet, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1954, en ce qui concerne le titre V, p. 80.
Voir: Assemblée nationale, n° 7352 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 388 (année 1953) et 45 (année 1954).

68. — Avis de la commission de la défense de l'Union française par M. de Gouyon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1954, en ce qui concerne les chapitres suivants de l'annexe IV (section marine): 31-11, 31-12, 31-22, 31-23, 31-32, 31-33, 32-41, 32-42, 32-43, 33-91, 34-41, 34-42, 34-51, 34-61, 34-62, 34-71, 34-81, 34-91, 34-92, 34-93, 35-91, 52-71, 52-72, 53-71, 54-51, 54-52, 54-61, p. 82.
Voir: Assemblée nationale, n° 7352 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 46, 66 (année 1954).

69. — Deuxième avis supplémentaire de la commission des relations extérieures par M. Vignes, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à préciser son attitude sur le problème de la sécurité dans le Pacifique, p. 83.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 132 (année 1951).

70. — Proposition de M. William Bazé tendant à demander au Gouvernement de la République française de faire connaître à l'Assemblée de l'Union française ses intentions concernant le traité définitif avec l'Etat du Viet-Nam, p. 84.

71. — Proposition de M. Dusseaulx tendant à demander au Gouvernement de prendre d'urgence des mesures d'aide à l'exportation vers l'étranger en faveur de certains produits des territoires d'outre-mer, p. 84.

72. — Proposition de M. Barry Diawadou tendant à inviter le Gouvernement à maintenir une justice de paix à compétence étendue à Pita (Guinée française) et à modifier, en conséquence, l'article 3) et le tableau du décret n° 54-6 du 5 janvier 1954, publié au *Journal officiel* de la République française du 9 janvier 1954, pages 348 et 349, p. 84.

73. — Proposition de M. Périer tendant à attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'améliorer les relations économiques entre la France et les Etats associés, p. 85.

74. — Rapport par M. Ribéra, sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, p. 85.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 348 (année 1952).

75. — Rapport de M. Oudard sur la proposition de résolution tendant à modifier l'article 33 du règlement de l'Assemblée de l'Union française, p. 85.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 409 (année 1953).

76. — Proposition de M. Castex tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à assurer la construction d'un aérodrome à Tahiti, p. 86.

77. — Rapport par M. Pialoux, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant extension aux territoires d'outre-mer, à l'exception des Etablissements français dans l'Inde, ainsi qu'au Cameroun et au Togo, des dispositions de la loi du 5 décembre 1951 réglementant la pratique des arrhes en matière de ventes mobilières, p. 87.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 404 (année 1953).

78. — Rapport par M. Bernier sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant et complétant l'article 25 du décret n° 52-152 du 13 février 1952, pris en exécution de l'article 6 de la loi n° 51-1509 du 31 décembre 1951, arrêtant les dispositions financières transitoires applicables à l'exercice 1952, p. 87.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 54 (année 1954).

79. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à l'application dans les départements d'outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, p. 88.
Voir: Assemblée nationale, n° 7713 (2e législ.).

80. — Rapport supplémentaire de M. Georges Monnet sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes mesures propres à intensifier la production de pâte à papier dans les territoires d'outre-mer, p. 89.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 222 (année 1951).

81. — Avis de la commission des affaires financières par M. Antonini sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Yacine Diallo, député, tendant à supprimer les sociétés indigènes de prévoyance (S. I. P.) créées par le décret du 4 juillet 1919 et à leur substituer des sociétés de production agricole; 2° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance de l'Afrique équatoriale française en sociétés coopératives de consommation, de production ou de construction et les fonds communs de ces sociétés en une société de crédit coopératif; 3° la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant l'organisation, la composition et le fonctionnement des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et secours mutuels agricoles, en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 91.
Voir: Assemblée nationale, n° 6519 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 329, 400 (année 1948), 300 (année 1953) et 41 (année 1954).

82. — Avis de la commission d'instruction par M. Marguerite sur les opérations électorales du département de la Martinique, p. 91.

83. — Avis de la commission d'instruction par M. Cazelles sur les opérations électorales du territoire du Gabon, p. 92.

84. — Avis de la commission d'instruction par M. Ribéra sur les opérations électorales des Etablissements français de l'Océanie, p. 93.

85. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi modifiant et complétant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, telle qu'elle a été rendue applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, p. 95.
Voir: Assemblée nationale, n° 7915 (2e législ.).

86. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du 7 décembre 1949 de la commission permanente du grand conseil de l'Afrique occidentale française, complétant les dispositions du décret du 1er juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire, p. 95.
Voir: Assemblée nationale, n° 3776 (2e législ.).

87. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 1er mars 1950 approuvant une délibération prise le 22 novembre 1949 par l'assemblée représentative des Etablissement français de l'Océanie demandant la modification du régime des déclarations de cabotage des marchandises, p. 96.
Voir: Assemblée nationale, n° 3777 (2e législ.).

88. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 21 avril 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime non préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements français d'outre-mer et en Algérie, p. 96.
Voir: Assemblée nationale, n° 3780 (2e législ.).

89. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 25 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel, admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements français d'outre-mer et en Algérie, p. 98.
Voir: Assemblée nationale, n° 4048 (2e législ.).

90. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier trois décrets du 20 avril 1952 approuvant trois délibérations prises, le 20 octobre 1951, par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du code des douanes en vigueur dans ce territoire, p. 100.
Voir: Assemblée nationale, n° 4153 (2e législ.).

91. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 31 mars 1952 approuvant une délibération prise le 30 novembre 1951 par le conseil d'administration du Cameroun, tendant à modifier l'article 122 du décret du 17 février 1921 portant réglementation douanière au Cameroun, p. 101.
Voir: Assemblée nationale, n° 4154 (2e législ.).

92. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 mai 1952 approuvant une délibération prise le 12 novembre 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du tarif douanier du territoire applicable aux envois postaux et aériens à caractère privé, p. 102.
Voir: Assemblée nationale, n° 4291 (2e législ.).

93. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 25 juillet 1952 approuvant une délibération de la commission permanente du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, en date du 22 janvier 1952, tendant à étendre le régime de l'admission temporaire à la résine synthétique entrant dans la fabrication des contreplaqués, p. 103
Voir: Assemblée nationale, n° 5424 (2e législ.).

94. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 août 1952 appruvant une délibération prise le 26 mars 1952 par le conseil d'administration du Cameroun modifiant les dispositions du code des douanes en vigueur dans le territoire en ce qui concerne le dépôt en douane des marchandises, p. 103.
Voir: Assemblée nationale, n° 5425 (2e législ.).

95. — Rapport par M. Loste, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de prendre d'urgence des mesures d'aide à l'exportation vers l'étranger, en faveur de certaines productions des territoires d'outre-mer, p. 104.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 71 (année 1954).

96. — Rapport par M. Guillabert, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, rendant applicables dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de Madagascar, des Comores, de la Nouvelle-Calédonie, de l'Océanie et dans les territoires sous tutelle du Cameroun, les dispositions des articles 1er et 2 de la loi du 11 mars 1949, modifiée par les dispositions de l'article 54 de la loi de finances du 14 avril 1952, p. 106.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 405 (année 1953).

97. — Rapport par M. Guillabert, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les modifications apportées à l'article 2135 du code civil par le décret-loi du 14 juin 1938 et par la loi du 12 mars 1953, p. 106.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 406 (année 1953).

98. — Rapport par M. Fontanet, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention européenne de sauvergarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et le protocole additionnel à cette convention signé à Paris le 20 mars 1952, p. 107.
Voir: Assemblée nationale, n° 7514 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 64 (année 1954).

99. — Rapport par M. Boisdon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, relatif à la justice de droit local en Afrique occidentale française modifiant divers articles du décret du 3 décembre 1931, p. 109.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 14 (année 1954).

100. — Rapport par M. Boisdon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret relatif à la justice de droit local à Madagascar, modifiant divers articles du décret du 9 mai 1909, p. 111.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 15 (année 1954).

101. — Rapport par M. Boisdon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret relatif à la justice de droit local au Togo modifiant divers articles du décret du 21 avril 1953, p. 112.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 16 (année 1954).

102. — Avis de la commission d'instruction par M. Troisgros sur les dossiers d'élection de MM. Laurin et Djima Doumbaye, élus par le territoire du Tchad, p. 113.

103. — Proposition de M. Junillon tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant organisation d'une Union française de radiodiffusion et de télévision, p. 113.

104. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Deixonne, député, tendant à sauvegarder la liberté traditionnelle de l'université française, p. 115.
Voir: Assemblée nationale, n° 7598 (2e législ.).

105. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Gaumont, député, tendant à déterminer dans le département de la Guyane certaines modalités d'application du code de la nationalité française, p. 116.
Voir. Assemblée nationale, n° 7689 (2e législ.).

106. — Rapport par M. Theetten sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Deferre, député, tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1954, p. 117.
Voir: Assemblée nationale, n° 6883 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 368 (année 1953).

107. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Troisgros, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Mitterrand, député, tendant à la création d'un office pastoral de l'Afrique noire, p. 118.
Voir: Assemblée nationale, n° 6349 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 231 (année 1953).

108. — Avis de la commission d'instruction par M. Rosenfeld, sur le dossier d'élection de M. Bertrand élu par le premier collège de la zone territoriale d'Algérie, p. 119.

109. — Avis supplémentaire de la commission des affaires économiques par M. Ramus, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes les mesures propres à intensifier la production de la pâte à papier dans les territoires d'outre-mer, p. 120.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 220 (année 1951).

110. — Rapport de M. Rogier sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicables aux communes de Saint-Louis, Dakar et Rufisque certaines dispositions du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à l'administration départementale et communale, p. 122.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 97 (année 1953).

111. — Avis de la commission des affaires culturelles par M. Raphaël-Leygues sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et le protocole additionnel à cette convention, signé à Paris, le 20 mars 1952, p. 125.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 64, 65, 98 (année 1954).

112. — Avis de la commission du plan par M. Guillabert, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Mitterrand, député, tendant à la création d'un office pastoral de l'Afrique noire, p. 125.
Voir : Assemblée nationale, n° 6349 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 231 (année 1953) et 107 (année 1954).

113. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi modifiant et complétant la loi du 13 décembre 1952 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves, p. 126.
Voir: Assemblée nationale, n° 7925 (2e législ.).

114. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo la loi n° 50-7 du 5 janvier 1950 rendant obligatoire pour certaines catégories de la population la vaccination par le vaccin antituberculeux B. C. G., p. 126.

115. — Rapport par M. Margueritte sur la demande d'avis sur le projet de loi relatif à l'application dans les départements d'outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, p. 127.
Voir: Assemblée nationale, n° 7713 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 79 (année 1954).

116. — Rapport par M. M'Bida sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret concernant certaines mesures d'extension du repos dominical dans les territoires d'outre-mer, p. 127.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 17 (année 1954).

117. — Rapport supplémentaire de M. Theetten sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Defferre, député, et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1954, p. 128.
Voir: Assemblée nationale, n° 6883 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 368 (année 1953), 106 (année 1954).

118. — Proposition de M. Guy, au nom de la commission d'information, tendant à demander au Gouvernement de prendre en considération les problèmes spéciaux posés par le financement, l'implantation et la gestion des postes de radiodiffusion et de télévision dans l'Union française, p. 128.

119. — Avis de la commission d'information par Mme Emilienne Moreau sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Defferre, député, et plusieurs de ses collègues, tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1954, p. 129.
Voir: Assemblée nationale, n° 6883 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 368 (année 1953), 106, 117 (année 1954).

120. — Troisième rapport, par M. Rosenfeld, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et le protocole additionnel à cette convention, signé à Paris, le 20 mars 1952, p. 120.
Voir: Assemblée nationale, n° 7514 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 64 (année 1954).

121. — Avis de la commission de la législation, par M. Cornet, sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant applicables aux communes de Saint-Louis, Dakar et Rufisque, certains dispositions du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à l'administration départementale et communale, p. 130.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 97 (année 1953).

122. — Avis de la commission des affaires financières, par M. Antonini, sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Defferre, député, tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1954, p. 130.
Voir: Assemblée nationale, n° 6883 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 368 (année 1953), 106, 117 et 119 (année 1954).

123. — Avis de la commission des affaires culturelles, par M. Dordelle, sur la demande d'avis sur la proposition de loi de M. Defferre, député, tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille, en 1954, p. 130.
Voir: Assemblée nationale, n° 6883 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 368 (année 1953), 106, 117, 119 et 122 (année 1954).

124. — Proposition de M. Laurent-Eynac tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur les utilisations civiles et militaires de l'hélicoptère dans l'Union française, p. 130.

125. — Rapport par M. Charles-Cros sur: 1° la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle française; 2° la proposition portant réformes et création de certaines institutions au Togo sous tutelle de la France, p. 132.
Voir: Assemblée nationale, n° 5180 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 31, 298 (année 1953).

126. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Sanogo Sekou, député, tendant à supprimer les sociétés indigènes de prévoyance dans les territoires d'outre-mer et à les remplacer par des sociétés d'amélioration agricole, p. 153.
Voir: Assemblée nationale, n° 7954 (2e législ.).

127. — Avis supplémentaire de la commission des affaires culturelles, par M. Berthaud, sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi tendant à autoriser M. le Président de la République à ratifier la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et le protocole additionnel à cette convention, signé à Paris, le 20 mars 1952, p. 153.
Voir: Assemblée nationale, n° 7514 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 64 (année 1954).

128. — Motion de M. Roclore tendant à adresser aux défenseurs de Dien-Bien-Phu le témoignage de l'admiration et de la confiance de l'Assemblée de l'Union française, p. 153.

129. — Proposition de M. Cornet tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la création d'un stand saharien à la cinquantième foire internationale de Paris (mai-juin 1954), p. 153.

130. — Proposition de M. Marceau Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'hygiène scolaire et universitaire à la Guadeloupe, à la Martinique et en Guyane, p. 154.

131. — Proposition de M. Rencurel tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer la loi du 4 juillet 1900 relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles, p. 154.

132. — Rapport de M. Theetten, au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la création d'un stand saharien à la cinquantième foire internationale de Paris (mai-juin 1954), p. 155.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 129 (année 1954).

133. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Monnet sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant le décret du 13 décembre 1932 portant organisation et fonctionnement du crédit, de la mutualité et de la coopération agricole en Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 156.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 5, 34 (année 1954).

134. — Motion de M. Max André tendant à condamner l'agression du Viet-Minh contre le Cambodge, p. 156.

135. — Rapport de M. de Gouyon sur la motion tendant à adresser aux défenseurs de Dien-Bien-Phu le témoignage de l'admiration et de la confiance de l'Assemblée de l'Union française, p. 156.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 128 (année 1954).

136. — Proposition de M. Cornet tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines réformes dans l'établissement des ressources budgétaires des pays d'outre-mer, p. 156.

137. — Proposition de M. le général Legentilhomme tendant à inviter le Gouvernement à s'opposer à une revision des plans de défense de la zone Europe-Méditerranée dans le sens préconisé par les partisans de la stratégie périphérique, p. 157.

138. — Rapport par M. Castex sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à assurer la construction d'un aérodrome à Tahiti, p. 157.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 76 (année 1954).

139. — Avis de la commission des relations extérieures par M. Coquart sur: 1° la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle française; 2° la proposition portant réformes et création de certaines institutions au Togo sous tutelle de la France, p. 158.
Voir: Assemblée nationale, n° 5180 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 31, 298 (année 1953).

140. — Rapport de M. Polycarpe sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à maintenir une justice de paix à compétence étendue à Pita (Guinée française) et à modifier, en conséquence, l'article 3 et le tableau du décret n° 54-6 du 5 janvier 1954, publié au *Journal officiel* de la République française du 9 janvier 1954, pages 348 et 349, p. 160.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 72 (année 1954).

141. — Demande d'avis par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi tendant à ratifier: 1° le décret n° 52-1204 du 28 octobre 1952 complétant le décret n° 50-584 du 25 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements d'outre-mer et en Algérie; 2° le décret du 30 octobre 1952 rejetant une délibération de la commission permanente du grand conseil de l'Afrique occidentale française, en date du 28 février 1952, tendant à étendre le bénéfice du régime de l'admission temporaire aux papiers kraft utilisés pour l'emballage des régimes de bananes destinés à l'exportation; 3° le décret du 25 novembre 1952 approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française ramenant au taux du tarif minimum la quotité du tarif général pour les sels et certains produits pétroliers d'origine étrangère; 4° le décret du 25 novembre 1952 approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française créant une sous-position avec réduction du droit de douane applicable à certains produits pétroliers provenant des usines exercées de l'Union française; 5° le décret du 26 novembre 1952 approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française permettant de placer sous le régime de l'exercice les usines destinées à la fabrication de « cut-backs » par mélange émulsion à chaud de pétrole lampant et de bitume; 6° le décret du 30 novembre 1952 approuvant pour partie et annulant pour partie la délibération n° 44-52 en date du 26 juin 1952 du grand conseil de l'Afrique occidentale française, réduisant la quotité des droits de douane des gros matériels d'équipement et de leurs pneumatiques; 7° le décret du 30 novembre 1952 approuvant pour partie et annulant pour partie la délibération n° 45-52 en date du 26 juin 1952 du grand conseil de l'Afrique occidentale française modifiant la nomenclature tarifaire des pneumatiques pour roues de véhicules; 8° le décret n° 52-1538 du 15 décembre 1952 portant admission en franchise de droit de douane en Algérie, des tabacs bruts, en feuilles ou en côtes originaires des territoires français d'outre-mer, du deuxième groupe, à régime préférentiel et à régime non préférentiel, p. 161.
Voir: Assemblée nationale, n° 6144 (2e législ.).

142. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi autorisant la création en Afrique occidentale française de conseils de subdivision et de cercle, en Afrique équatoriale française de conseils de district et de région, et l'institution de budgets de cercle ou de région, p. 163.
Voir: Assemblée nationale, n° 8258 (2e législ.).

143. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant réorganisation du conseil du contentieux administratif du territoire du Togo, sous tutelle française, p. 164.

144. — Proposition de M. Roclore tendant à demander aux services techniques du ministère de la France d'outre-mer de provoquer une étude approfondie des conséquences possibles sur l'absorption du calcium des aliments à base de graines de mils du Sénégal, p. 165.

145. — Proposition de M. Roclore tendant à demander au Gouvernement d'assurer d'urgence le financement nécessaire au fonctionnement de l'institut de médecine tropicale de la faculté de médecine de Paris qui, faute de ressources suffisantes, est menacé d'être définitivement fermé dans des délais très rapprochés, p. 165.

146. — Proposition de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les vues équitables que lui ont présentées les représentants du commerce franco-indochinois, pour prévoir la protection raisonnable qui est nécessaire au maintien de leurs activités, et les Français d'Indochine, pour la sauvegarde des investissements français dans ce pays, p. 165.

147. — Proposition de M. Begarra tendant à inviter le Gouvernement de la République française à accorder à l'Algérie des crédits suffisants pour venir en aide aux victimes des inondations du mois d'avril 1954 et lutter efficacement dans l'avenir contre les inondations, p. 166.

148. — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Loste, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à assurer la construction d'un aérodrome à Tahiti, p. 167.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 76 (année 1954).

149. — Proposition de M. Bégarra tendant à inviter le Gouvernement à dresser un bilan des mesures prises en faveur des Nord-Africains travaillant en France, pour ce qui concerne notamment le placement, la formation professionnelle, l'hébergement, la législation sociale, l'organisation administrative et sociale, afin de donner une solution complète et rapide au problème de l'émigration nord-africaine sous tous ses aspects, p. 167.

150. — Proposition de M. Le Brun Kéris tendant à inviter le Gouvernement à étudier la contribution que l'armée pourrait apporter à la solution des problèmes posés par l'immigration algérienne dans la métropole, p. 168.

151. — Rapport de M. Cazelles sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République française à accorder à l'Algérie des crédits suffisants pour venir en aide aux victimes des inondations du mois d'avril 1954 et lutter efficacement dans l'avenir contre les inondations, p. 169.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 147 (année 1947).

152. — Rapport de M. Boisdon sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Gaumont, député, tendant à déterminer dans le département de la Guyane certaines modalités d'application du code de la nationalité française, p. 169.
Voir: Assemblée nationale, n° 7689 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 105 (année 1954).

153. — Proposition de résolution de M. Bidet tendant à la désignation, par l'Assemblée de l'Union française, d'une mission d'information chargée d'étudier les problèmes actuellement posés dans les Etablissements français dans l'Inde, p. 171.

154. — Proposition de résolution de M. Griaule tendant à inviter l'Assemblée nationale à modifier l'article 3 de la loi n° 54-389 du 8 avril 1954 relative au bureau universitaire de statistique et de documentation scolaire et professionnelle relatif à la composition de son conseil d'administration en vue d'y inclure un conseiller de l'Union française, p. 171.

155. — Rapport par Mme Malroux, sur la proposition tendant à inviter l'Assemblée nationale à modifier l'article 3 de la loi n° 54-389 du 8 avril 1954 relative au bureau universitaire de statistique et de documentation scolaire et professionnelle, relatif à la composition de son conseil d'administration, en vue d'y inclure un conseiller de l'Union française, p. 171.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 154 (année 1954).

156. — Rapport par M. Castex, sur la proposition tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur les utilisations civiles et militaires de l'hélicoptère dans l'Union française, p. 172.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 124 (année 1954).

157. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les articles 5 et 10 de la loi n° 53-148 du 25 février 1953 relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne, p. 173.

158. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicables aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de l'Océanie et aux territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun les dispositions du décret du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée, p. 174.

159. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret étendant aux territoires de Madagascar, des Comores, de la Nouvelle-Calédonie, de la Côte française des Somalis et de Saint-Pierre et Miquelon les dispositions de l'article 18 de la loi n° 51-686 du 24 mai 1951 et celles du décret n° 53-965 du 30 septembre 1953 modifiant le décret du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée, p. 174.

160. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de résolution de M. Benard, tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures qui s'imposent pour favoriser l'exportation des produits laitiers dans les territoires d'outre-mer et l'Union française et permettre ainsi de décongestionner le marché national, p. 175.
Voir: Assemblée nationale, n° 8316 (2e législ.).

161. — Rapport par M. Bidet sur la proposition de résolution tendant à la désignation par l'Assemblée de l'Union française d'une mission d'information chargée d'étudier les problèmes actuellement posés dans les Etablissements français de l'Inde, p. 175.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 153 (année 1954).

162. — Motion de M. Héline tendant à inviter le Gouvernement à donner à l'Assemblée de l'Union française tous renseignements nécessaires sur la situation actuelle dans les Etablissements français de l'Inde, p. 176.

163. — Avis de la commission des affaires financières par M. Chiarasini sur: 1° la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle française; 2° la proposition portant réformes et création de certaines institutions au Togo sous tutelle de la France, p. 176.
Voir: Assemblée nationale, n° 5180 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 31, 298 (année 1953).

164. — Rapport de M. Héline sur la motion tendant à inviter le Gouvernement à donner à l'Assemblée de l'Union française tous renseignements nécessaires sur la situation actuelle dans les Etablissements français de l'Inde, p. 177.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 162 (année 1954).

165. — Avis de la commission de la législation par M. Pialoux sur: 1° la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle française; 2° la proposition portant réforme et création de certaines institutions au Togo sous tutelle de la France, p. 177.
Voir: Assemblée nationale, n° 5180 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 31, 298 (année 1953), 163 (année 1954).

166. — Rapport supplémentaire par M. Cornet sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Apithy, député, tendant à accorder des avantages fiscaux aux entreprises métropolitaines qui réinvestissent une partie de leurs bénéfices dans des activités productives des territoires d'outre-mer, p. 180.
Voir: Assemblée nationale, n° 6243 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 190 (année 1953).

167. — Rapport par M. Doan Huu Giam sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 31 mars 1952 approuvant une délibération prise le 30 novembre 1951 par le conseil d'administration du Cameroun, tendant à modifier l'article 122 du décret du 17 février 1921 portant réglementation douanière au Cameroun, p. 180.
Voir: Assemblée nationale, n° 4154 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 91 (année 1954).

168. — Rapport par M. Doan Huu Giam sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 août 1952 approuvant une délibération prise le 26 mars 1952 par le conseil d'administration du Cameroun modifiant les dispositions du code des douanes en vigueur dans le territoire en ce qui concerne le dépôt en douane des marchandises, p. 181.
Voir: Assemblée nationale, n° 5125 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 94 (année 1954).

169. — Avis de la commission de la défense de l'Union française par M. Castex sur la proposition tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur les utilisations civiles et militaires de l'hélicoptère dans l'Union française, p. 182.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 124 (année 1954).

170. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention portant création de la commission de coopération technique en Afrique au Sud du Sahara, p. 183.
Voir: Assemblée nationale, n° 8257 (2e législ.).

171. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi relatif à l'accession au statut civil de droit commun des administrés français des territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo, p. 185.
Voir: Assemblée nationale, n° 8364 (2e législ.).

172. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à l'accession de certains citoyens français de statut civil particulier au statut civil de droit commun, p. 185.
Voir: Assemblée nationale, n° 8365 (2e législ.).

173. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 25 mai 1939 réorganisant le crédit agricole à Madagascar et dépendances, p. 187.

174. — Avis de la commission d'instruction, par M. Berthaud, sur le dossier d'élection de M. Rogué, élu par le territoire du Tchad, p. 187.

175. — Proposition de M. Junillon tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant transformation des conseils de contentieux administratifs des territoires d'outre-mer et des territoires associés en tribunaux administratifs, p. 189.

176. — Rapport par M. Cazelles sur la proposition de résolution portant règlement des comptes de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1952, p. 190.

177. — Rapport de M. Raphaël-Leygues sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi modifiant et complétant la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves, p. 190.
Voir: Assemblée nationale, n° 7925 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 113 (année 1954).

178. — Rapport par M. le général Sicé sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi n° 50-7 du 5 janvier 1950 rendant obligatoire, pour certaines catégories de la population, la vaccination par le vaccin anti tuberculeux B. C. G., p. 192.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 114 (année 1954).

179. — Rapport par M. Le Van Dinh sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 1er mars 1950 approuvant une délibération prise le 22 novembre 1949 par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie demandant la modification du régime des déclarations de cabotage des marchandises, p. 192.
Voir: Assemblée nationale, n° 3777 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 87 (année 1954).

180. — Rapport par M. Le Van Dinh sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 21 avril 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime non préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements français d'outre-mer et en Algérie, p. 193.
Voir: Assemblée nationale, n° 3780 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 88 (année 1954).

181. — Rapport par M. Le Van Dinh sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 25 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel, admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements français d'outre-mer et en Algérie, p. 193.
Voir: Assemblée nationale, n° 4048 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 89 (année 1954).

182. — Rapport par M. Pierre Cornet sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines réformes dans l'établissement des ressources budgétaires des pays d'outre-mer, p. 194.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 136 (année 1954).

183. — Rapport par M. Pialoux sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant réorganisation du conseil du contentieux administratif du territoire du Togo sous tutelle française, p. 195.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 143 (année 1954).

184. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi présenté par M. Ranaivo tendant à assurer l'admission à des emplois publics des personnes originaires des pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, présentant les références exigées par les règlements d'administration de ces emplois, p. 196.
Voir: Assemblée nationale, n° 8224 (2e législ.).

185. — Proposition de résolution de M. Jacobson tendant à inviter l'Assemblée nationale a assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française au sein du conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer, p. 196.

186. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le Gouvernement à encourager les recherches susceptibles de permettre l'utilisation de l'énergie solaire au Sahara et dans les territoires d'outre-mer, p. 197.

187. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le Gouvernement à encourager la recherche de la flore convenant à la zone aride française et le reboisement de larges espaces prédésertiques, p. 197.

188. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant relèvement des paliers de salaires prévus par le décret du 2 avril 1932, portant réglementation des accidents du travail en Afrique occidentale française, p. 198.

189. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant majoration des rentes attribuées en application du décret du 2 avril 1932, portant réglementation des accidents du travail en Afrique occidentale française, p. 199.

190. — Proposition de M. Héline tendant à inviter le Gouvernement à abroger certaines des dispositions des décrets des 22 et 31 décembre 1953, concernant le régime des rémunérations des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer et à modifier le fonctionnement de la sécurité sociale dans ces départements, p. 199.

191. — Proposition de M. Bouda tendant à inviter le Gouvernement à créer à Dedougou (Haute-Volta), une justice de paix à compétence étendue, p. 201.

192. — Rapport par M. Antonini sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi modifiant et complétant la loi du 24 juillet 1967 sur les sociétés, telle qu'elle a été rendue applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, p. 201.
Voir: Assemblée nationale, n° 7915 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 85 (année 1954).

193. — Rapport de M. Burkhardt sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans les mesures relatives aux logis d'urgence une part destinée à pourvoir aux besoins de la main-d'œuvre nord-africaine travaillant dans la métropole, p. 203.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 59 (année 1954).

194. — Avis de la commission des affaires financières par M. Cazelles, sur la proposition de M. Castex tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à assurer la construction d'un aérodrome à Tahiti, p. 205.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 76 (année 1954).

195. — Proposition de M. Repiquet tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, au profit des sucres des départements d'outre-mer, le remboursement des frais d'approche, p. 206.

196. — Rapport de M. Berthaud sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser M. le Président de la République à ratifier: 1° le traité instituant la communauté européenne de défense et les actes annexes; 2° la convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn, le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952; 3° le protocole additionnel au traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des parties au traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la communauté européenne de défense; 4° le traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la communauté européenne de défense, p. 207.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 55 (année 1953).

197. — Rapport de M. Alfred Bour sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 25 juillet 1952 relative au nom des enfants naturels, p. 209.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 107 (année 1953).

198. — Avis de la commission de la défense de l'Union française par M. de Gouyon sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser M. le Président de la République à ratifier: 1° le traité instituant la Communauté européenne de défense et les actes annexes; 2° la convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn, le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952; 3° le protocole additionnel au traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des parties au traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté européenne de défense; 4° le traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense, p. 209.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 55 (année 1953) et n° 196 (année 1954).

199. — Rapport de M. Chastenet sur la proposition tendant à proportionner l'octroi des bourses d'enseignement secondaire, technique et supérieur outre-mer, en fonction d'une perspective des besoins et de l'offre d'emploi ultérieur, d'autre part, à assurer aux diplômés, originaires des territoires d'outre-mer, une priorité dans les nominations à effectuer dans ces mêmes territoires, p. 213.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 32 (année 1954).

200. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 215.
Voir: Assemblée nationale, n° 8555 (2e législ.).

201. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Conombo, député, tendant à compléter la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 en ce qui concerne le remplacement des sièges vacants dans la représentation des territoires d'outre-mer à l'Assemblée de l'Union française, p 215.
Voir: Assemblée nationale, n° 8538 (2e législ.).

202. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Minjoz, député, tendant à accorder l'amnistie pour les crimes, délits et contraventions à caractère politique commis dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et Etats associés avant le 1er mai 1954, p. 216.
Voir: Assemblée nationale, n° 8549 (2e législ.).

203. — Proposition de loi de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement à reviser le décret du 7 février 1940 relatif au statut des officiers citoyens français des territoires d'outre-mer, p. 216.

204. — Rapport par M. Chiarasini sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française au sein du conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer, p. 216.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 185 (année 1954).

205. — Rapport par M. Raphaël-Leygues, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à reculer la limite d'âge du concours d'entrée de l'école des pupilles de la marine et des mousses du pont et de la machine au profit des ressortissants des pays d'outre-mer, p. 217.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 385 (année 1953).

206. — Rapport par M. Marceau Dupuy sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'hygiène scolaire et universitaire à la Guadeloupe, à la Martinique et en Guyane, p. 218.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 130 (année 1954).

207. — Rapport par M. Chastenet sur la demande d'avis sur la proposition de loi de M. Ranaivo, député, tendant à assurer l'admission à des emplois publics des personnes originaires des pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer présentant les références exigées par les règlements d'administration de ces emplois, p. 219.
Voir: Assemblée nationale, n° 8224 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 184 (année 1954).

208. — Rapport d'information par M. Charles-Cros au nom de la mission d'information chargée d'étudier les raisons, les conditions et les effets de la dévaluation de la piastre indochinoise, p. 220.

209. — Avis de la commission de la défense de l'Union française, par M. Georget, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à assurer la construction d'un aérodrome à Tahiti, p. 246.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 76 (année 1954).

210. — Proposition de M. William Bazé tendant à inviter le Gouvernement de la République française à soumettre pour avis, à l'Assemblée de l'Union française, les projets de loi portant ratification du traité d'indépendance du Viet-Nam et du traité d'association entre la France et le Viet-Nam, après qu'ils auront été déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale, p. 247.

211. — Proposition de M. Héline tendant à inviter le Gouvernement à reprendre les négociations avec le Gouvernement de l'Union indienne et à prendre toutes mesures nécessaires pour éviter dans ces territoires un conflit sanglant, p. 247.

212. — Proposition de résolution de M. Cazelles tendant à la désignation, par l'Assemblée de l'Union française, d'une mission d'information permanente pour suivre les débats de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe relatifs aux problèmes économiques intéressant les parties outre-mer de la République française, p. 247.

213. — Proposition de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application dès 1955 un plan quadriennal de réorganisation et de préparation à la mobilisation des forces terrestres d'outre-mer, p. 249.

214. — Rapport par M. le général Legentilhomme, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à reviser le décret du 7 février 1940 relatif au statut des officiers citoyens français des territoires d'outre-mer, p. 249.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 203 (année 1954).

215. — Rapport par M. Pierre Cornet sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer d'urgence le financement nécessaire au fonctionnement de l'institut de médecine tropicale de la faculté de médecine de Paris qui, faute de ressources suffisantes, est menacé d'être définitivement fermé dans des délais très rapprochés, p. 250.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 145 (année 1954).

216. — Rapport par M. Dède, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de réserver l'attribution d'une part suffisante des crédits du fonds national de la productivité aux entreprises et organismes de toutes natures, situés outre-mer et réalisant un programme de productivité, p. 251.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 20 (année 1954).

217. — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Roger Dusseaulx, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française au sein du conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer, p. 256.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 185 (année 1954).

218. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à rendre autonome les services judiciaires du ministère de la France d'outre-mer et à leur accorder des attributions législatives, p. 257.

219. — Rapport par M. Oudard sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention portant création de la commission de coopération technique en Afrique au Sud du Sahara, p. 258.
Voir: Assemblée nationale, n° 8257 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 170 (année 1954).

220. — Avis de la commission d'instruction par M. Ribera sur les dossiers d'élection de MM. Benon et Marche, élus par le territoire de la Haute-Volta, p. 261.

221. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 261.
Voir: Assemblée nationale, n° 8555 (2e législ.).

222. — Proposition de M. Delmas tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures susceptibles de diminuer le taux de fret entre l'Afrique du Nord, les territoires de l'Ouest africain et la métropole, p. 262.

223. — Rapport par M. Héline sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à reprendre les négociations avec le Gouvernement de l'Union indienne, et à prendre toutes mesures nécessaires pour éviter dans ces territoires un conflit sanglant, p. 262.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 211 (année 1954).

224. — Rapport supplémentaire par M. Castex sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à assurer la construction d'un aérodrome à Tahiti, p. 264.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 76, 138, 148, 194, 209 (année 1954).

225. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 264.

226. — Avis de la commission des affaires sociales par M. Theetten sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention portant création de la commission de coopération technique en Afrique au Sud du Sahara, p. 264.
Voir: Assemblée nationale, n° 8257 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 170, 219 (année 1954).

227. — Proposition de M. Alduy tendant à inviter le Gouvernement à transférer l'Assemblée de l'Union française à Paris, p. 264.

228. — Rapport par M. Oudard sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République française à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française les projets de loi portant ratification du traité d'indépendance du Viet-Nam et du traité d'association entre la France et le Viet-Nam, après qu'ils auront été déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale, p. 265.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 210 (année 1954).

229. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, de la législation relative aux monuments historiques, aux fouilles archéologiques et à la protection des monuments naturels et des sites, à la publicité par panneaux réclame, par affiches et aux enseignes, p. 265.
Voir: Assemblée nationale, n° 8123 (2e législ.).

230. — Rapport par M. Cazelles sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 25 mai 1939, réorganisant le crédit agricole à Madagascar et dépendances, p. 266.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 173 (année 1954).

231. — Rapport par M. Guiter sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à s'opposer à une revision des plans de défense de la zone Europe-Méditerranée dans le sens préconisé par les partisans de la stratégie périphérique, p. 266.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 137 (année 1954).

232. — Avis de la commission des affaires financières, par M. Ribera, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans les mesures relatives aux logis d'urgence une part destinée à pourvoir aux besoins de la main-d'œuvre nord-africaine travaillant dans la métropole, p. 267.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 59 (année 1954).

233. — Avis de la commission des affaires culturelles, par M. Dardelles, sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention portant création de la commission de coopération technique en Afrique au Sud du Sahara, p. 268.
Voir: Assemblée nationale, n° 8257 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 170, 219, 226 (année 1954).

234. — Rapport de M. Bour sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à transférer l'Assemblée de l'Union fançaise à Paris, p. 268.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 227 (année 1954).

235. — Avis de la commission de politique générale, par M. Pialoux, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicables aux communes de Saint-Louis, Dakar et Rufisque certaines dispositions du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à l'administration départementale et communale, p. 268.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 97 (année 1953).

236. — Proposition de M. Georges Riond tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accroître la participation des membres de l'Assemblée de l'Union française aux délégations envoyées dans les manifestations internationales intéressant l'Union française; 2° à encourager les contacts qui peuvent s'établir à l'occasion des diverses manifestations nationales et internationales, p. 268.

237. — Proposition de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement de la République française à assouplir le régime fiscal des participations prises dans les sociétés minières d'outre-mer, p. 269.

238. — Proposition de résolution de M. Foccart tendant à inviter l'Assemblée nationale à inclure dans tous textes législatifs à intervenir, relatifs à la création dans les territoires d'outre-mer de nouvelles communes de plein exercice, certaines dispositions du décret-loi du 12 novembre 1938, relatif à l'administration départementale et communale, p. 270.

239. — Rapport, par M. Pialoux, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à inclure dans tous textes législatifs à intervenir relatifs à la création dans les territoires d'outre-mer de nouvelles communes de plein exercice, certaines dispositions du décret-loi du 12 novembre 1938, relatif à l'administration départementale et communale, p. 270.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 238 (année 1954).

240. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 13 décembre 1932 relatif à l'organisation du crédit agricole mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie, p. 270.

241. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 29 novembre 1944 étendant le champ des opérations de la caisse centrale de crédit agricole mutuel des Etablissements français de l'Océanie, p. 271.

242. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Conombo, député, tendant à porter à deux ans le délai imparti aux anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945 pour déposer leur demande de revision de pensions, p. 271.
Voir: Assemblée nationale, n° 8501 (2e législ.).

243. — Proposition de M. Bidet tendant à inviter le Gouvernement: à faire appel aux quatre assemblées constitutionnelles afin qu'elles désignent en leur sein les délégués chargés de représenter la République aux conférences européennes du type envisagé par la recommandation que l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe vient d'adresser au comité des ministres; à faire en sorte qu'en toutes circonstances la part de représentation qui lui revient légitimement soit réservée à l'outre-mer dans les délégations qui seront ainsi appelées à siéger au nom de la République, p. 271.

244. — Proposition de M. La Gravière tendant à inviter le Gouvernement de la République française à déposer, à bref délai, sur le bureau de l'Assemblée nationale, un nouveau projet de loi portant dispositions propres à enrayer les progrès de l'alcoolisme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires associés, p. 272.

245. — Avis de la commission des affaires culturelles par M. le général Sicé sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer d'urgence le financement nécessaire au fonctionnement de l'institut de médecine tropicale de la faculté de médecine de Paris, qui, faute de ressources suffisantes, est menacé d'être définitivement fermé dans des délais très rapprochés, p. 279.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 145 (année 1954).

246. — Avis de la commission du plan par M. Jacobson sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à assurer la représentation de l'Assemblée de l'Union française au sein du conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer, p. 279.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 185, 204, 217 (année 1954).

247. — Avis de la commission du règlement par M. Cornet sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret concernant certaines mesures d'extension du repos dominical dans les territoires d'outre-mer, p. 279.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 17, 116 (année 1954).

248. — Avis de la commission des affaires financières par M. Rencurel sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'hygiène scolaire et universitaire à la Guadeloupe, à la Martinique et en Guyane, p. 279.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 130, 206 (année 1954).

249. — Avis de la commission des affaires culturelles par M. Griaule sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'hygiène scolaire et universitaire à la Guadeloupe, à la Martinique et en Guyane, p. 279.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 130, 206 (année 1954).

250. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, complétant le décret du 25 août 1929, relatif à la constatation et à la constitution de la propriété indigène à Madagascar, p. 279.

251. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, complétant le décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du domaine public et des servitudes d'utilité publique en Afrique occidentale française, p. 280.

252. — Rapport par M. Vignes, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement: à faire appel aux quatre assemblées constitutionnelles afin qu'elles désignent en leur sein les délégués chargés de représenter la République aux conférences européennes du type envisagé par la recommandation que l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe vient d'adresser au comité des ministres; à faire en sorte qu'en toutes circonstances la part de représentation qui lui revient légitimement soit réservée à l'outre-mer dans les délégations qui seront appelées à siéger au nom de la République, p. 280.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 243 (année 1954).

253. — Rapport par M. Ya Doumbia, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du 7 décembre 1949 de la commission permanente du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, complétant les dispositions du décret du 1er juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire, p. 283.
Voir: Assemblée nationale, n° 3776 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 86 (année 1954).

254. — Rapport par M. Ya Doumbia, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier trois décrets du 20 avril 1952 approuvant trois délibérations prises le 20 octobre 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du code des douanes en vigueur dans ce territoire, p. 283.
Voir: Assemblée nationale, n° 4153 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 90 (année 1954).

255. — Rapport par M. Ya Doumbia sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 mai 1952 approuvant une délibération prise le 12 novembre 1951 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du tarif douanier du territoire applicable aux envois postaux et aériens à caractère privé, p. 284.
Voir: Assemblée nationale, n° 4291 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 92 (année 1954).

256. — Rapport par M. Ya Doumbia sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 25 juillet 1952 approuvant une délibération de la commission permanente du grand conseil de l'Afrique occidentale française, en date du 22 janvier 1952, tendant à étendre le régime de l'admission temporaire à la résine synthétique entrant dans la fabrication des contreplaqués, p. 284.
Voir: Assemblée nationale, n° 5424 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 93 (année 1954).

257. — Rapport par M. Delmas sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à rétablir au profit des sucres des départements d'outre-mer le remboursement des frais d'approche, p. 284.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 195 (année 1954).

258. — Rapport par M. Georges Riond sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accroître la participation des membres de l'Assemblée de l'Union française aux délégations envoyées dans les manifestations internationales intéressant l'Union française; 2° à encourager les contacts qui peuvent s'établir à l'occasion des diverses manifestations nationales et internationales, p. 286.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 236 (année 1954).

259. — Rapport de M. Léger sur la vérification des pouvoirs d'un conseiller élu par l'Assemblée nationale, p. 286.

260. — Rapport de M. Léger sur la vérification des pouvoirs d'un conseiller élu par le Conseil de la République, p. 286.

261. — Demande d'avis sur un projet de décret relatif à l'importation de certaines boissons alcooliques à Madagascar, aux Comores, dans les Etablissements français d'Océanie et en Nouvelle-Calédonie, p. 286.

262. — Demande d'avis sur un projet de décret relatif à l'importation de certaines boissons alcooliques en Afrique occidentale française, au Togo, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et à la Côte française des Somalis, p. 287.

263. — Rapport par M. Rogier sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier: 1° le décret n° 52-1204 du 28 octobre 1952 complétant le décret n° 50-584 du 25 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements d'outre-mer et en Algérie; 2° le décret du 30 octobre 1952 rejetant une délibération de la commission permanente du grand conseil de l'Afrique occidentale française en date du 28 février 1952 tendant à étendre le bénéfice du régime de l'admission temporaire aux papiers kraft utilisés pour l'emballage des régimes de bananes destinés à l'exportation; 3° le décret du 25 novembre 1952 approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française ramenant aux taux du tarif minimum la quotité du tarif général pour les sels et certains produits pétroliers d'origine étrangère; 4° le décret du 25 novembre 1952 approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française créant une sous-position avec réduction du droit de douane applicable à certains produits pétroliers provenant des usines exercées de l'Union française; 5° le décret du 26 novembre 1952 approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française permettant de placer sous le régime de l'exercice les usines destinées à la fabrication des « cut-backs » par mélange émulsion à chaud de pétrole lampant et de bitume; 6° le décret du 30 novembre 1952 approuvant pour partie et annulant pour partie la délibération n° 44-52 en date du 26 juin 1952 du grand conseil de l'Afrique occidentale française réduisant la quotité du droit de douane des gros matériels d'équipement et de leurs pneumatiques; 7° le décret du 30 novembre 1952 approuvant pour partie et annulant pour partie la délibération n° 45-52 en date du 26 juin 1952 du grand conseil de l'Afrique occidentale française modifiant la nomenclature tarifaire des pneumatiques pour roues de véhicules; 8° le décret n° 52-1338 du 15 décembre 1952 portant admission en franchise de droit de douane en Algérie des tabacs bruts, en feuilles ou en côtes originaires des territoires français d'outre-mer, du deuxième groupe à régime préférentiel et à régime non préférentiel, p. 263.
Voir: Assemblée nationale, n° 6144 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 141 (année 1954).

264. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Le Brun Kéris sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de réserver l'attribution d'une partie suffisante des crédits du fonds national de la productivité aux entreprises et organismes de toute nature, situés outre-mer et réalisant un programme de productivité, p. 290.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 20 (année 1954).

265. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Le Brun Kéris sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, portant modification du décret du 25 mai 1939 réorganisant le crédit agricole à Madagascar et dépendances, p. 290.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 173, 230 (année 1954).

266. — Avis de la commission du plan par M. Fleury sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de réserver l'attribution d'une partie suffisante des crédits du fonds national de la productivité aux entreprises et organismes de toute nature, situés outre-mer et réalisant un programme de productivité, p. 291.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 20, 264 (année 1954).

267. — Rapport par M. Léger, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Deixonne, député, tendant à sauvegarder la liberté traditionnelle de l'Union française, p. 291.
Voir: Assemblée nationale, no 7598 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, no 104 (année 1954).

268. — Rapport par M. le général Legentilhomme, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à définir et à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre aux forces terrestres aériennes et navales chargées de la défense de l'outre-mer d'être en mesure de remplir effectivement leurs missions, p. 292.
Voir: Assemblée de l'Union française, no 21 (année 1954).

269. — Rapport de M. Boiteau sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont, député, tendant à créer un régime de prestations familiales pour les salariés non fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, p. 300.
Voir: Assemblée nationale, no 6491 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, no 61 (année 1954).

270. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Dusseaulx sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à rétablir au profit des sucres des départements d'outre-mer le remboursement des frais d'approche, p. 305.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 195, 257 (année 1954).

271. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, p. 305.
Voir: Assemblée nationale, no 9034 (2e législ.).

272. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social en ce qui concerne les dispositions relatives à la France d'outre-mer et à l'Union française, p. 309.
Voir: Assemblée nationale, no 9034 (2e législ.).

273. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Aubame, député, tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française, à Madagascar et en Algérie, p. 309.
Voir: Assemblée nationale, no 8850 (2e législ.).

274. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Pupat, député, portant création d'un fonds autonome de compensation du commerce extérieur, p. 310.
Voir: Assemblée nationale, no 8589 (2e législ.).

275. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Dusseaulx sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement: à faire appel aux quatre assemblées constitutionnelles afin qu'elles désignent en leur sein les délégués chargés de représenter la République aux conférences européennes du type envisagé par la recommandation que l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe vient d'adresser au comité des ministres; à faire en sorte qu'en toutes circonstances la part de représentation qui lui revient légitimement soit réservée à l'outre-mer dans les délégations qui seront ainsi appelées à siéger au nom de la République, p. 312.
Voir: Assemblée de l'Union française no 243 (année 1954).

276. — Avis de la commission du plan par M. Jacobson sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement: à faire appel aux quatre assemblées constitutionnelles afin qu'elles désignent en leur sein les délégués chargés de représenter la République aux conférences européennes du type envisagé par la recommandation que l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe vient d'adresser au comité des ministres; à faire en sorte qu'en toutes circonstances la part de représentation qui lui revient légitimement soit réservée à l'outre-mer dans les délégations qui seront ainsi appelées à siéger au nom de la République, p. 312.
Voir: Assemblée de l'Union française no 243, 275 (année 1954).

277. — Avis de la commission des affaires culturelles par M. Berthaud sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Deixonne, député, tendant à sauvegarder la liberté traditionnelle de l'Université française, p. 312.
Voir: Assemblée nationale, no 7598 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, no 104 (année 1954).

278. — Rapport, par M. Pierre Cornet sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, en ce qui concerne les dispositions relatives à la France d'outre-mer et à l'Union française, p. 313.
Voir: Assemblée nationale, no 9034 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 271, 272 (année 1954).

279. — Avis de la commission du plan par M. Jacobson sur: 1° la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social; 2° la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, en ce qui concerne les dispositions relatives à la France d'outre-mer et à l'Union française, p. 315.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 271, 272 (année 1954).

280. — Rapport, par M. Cazelles, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 13 décembre 1932 relatif à l'organisation du crédit agricole mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie, p. 316.
Voir: Assemblée de l'Union française no 240 (année 1954).

281. — Rapport, par M. Cazelles, au nom de la commission des affaires financières, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 29 novembre 1944 étendant le champ des opérations de la Caisse centrale de crédit agricole mutuel des Etablissements français de l'Océanie, p. 317.
Voir: Assemblée de l'Union française no 241 (année 1954).

282 (3). — Rapport, par M. le général Sicé, sur: 1° la proposition tendant à renforcer la lutte contre le proxénétisme en Algérie; 2° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à fermer en Algérie les maisons dites de tolérance en y appliquant effectivemnt la loi du 13 avril 1946 et à développer le dépistage et le traitement des malades vénériens contagieux et la rééducation des prostituées, p. 317.
Voir: Assemblée de l'Union française nos 164 et 223 (année 1951).

283. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Dusseaulx sur: 1° la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier d'expansion économique et de progrès social; 2° la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, en ce qui concerne les dispositions relatives à la France d'outre-mer et à l'Union française, p. 319.
Voir: Assemblée nationale no 9034 (2e législ.); Assemblée de l'Union française nos 271, 272 (année 1954).

284. — Rapport supplémentaire par M. Alfred Bour sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo la loi du 25 juillet 1952 relative au nom des enfants naturels, p. 319.
Voir: Assemblée de l'Union française no 407 (année 1954).

285. — Rapport, par M. La Gravière, sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret relatif à l'importation de certaines boissons alcooliques à Madagascar, aux Comores, dans les Etablissements français d'Océanie et en Nouvelle-Calédonie; 2° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret relatif à l'importation de certaines boissons alcooliques en Afrique occidentale française, au Togo, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et à la Côte française des Somalis, p. 320.
Voir: Assemblée de l'Union française nos 261, 262 (année 1954).

286. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le Gouvernement à créer un comité des affaires sahariennes rattaché à la présidence du conseil, p. 325.
Cette proposition n'a pas été imprimée en 1954

287. — Rapport, par M. Antonini, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les articles 5 et 10 de la loi no 53-148 du 25 février 1953 relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne, p. 325.
Voir: Assemblée de l'Union française no 157 (année 1954).

288. — Rapport, par M. Guillabert, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret étendant aux territoires de Madagascar, des Comores, de la Nouvelle-Calédonie, de la Côte française des Somalis et de Saint-Pierre et-Miquelon, les dispositions de l'article 18 de la loi no 51-686 du 24 mai 1951 et celles du décret no 53-965 du 30 septembre 1953, modifiant le décret du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée, p. 325.
Voir: Assemblée de l'Union française no 159 (année 1954).

289. — Rapport, par M. Guillabert, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicables aux territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de l'Océanie et aux territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun, les dispositions du décret du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée, p. 326.
Vois: Assemblée de l'Union française no 158 (année 1954).

290. — Avis de la commission de l'agriculture, par M. Jean Guiter, sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret relatif à l'importation de certaines boissons alcooliques à Madagascar, aux Comores, dans les Etablissements français d'Océanie et en Nouvelle-Calédonie; 2° sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret relatif à l'importation de certaines boissons alcooliques en Afrique occidentale française, au Togo, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et à la Côte française des Somalis, p. 326.
Voir: Assemblée de l'Union française n°s 261, 262 (année 1954).

291. — Rapport par M. Cazelles sur la proposition de résolution portant règlement définitif des comptes annexes de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1952, p. 327.

292. — Avis de la commission de l'agriculture, par M. Jean Guiter, sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification du décret du 13 décembre 1932, relatif à l'organisation du crédit agricole mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie, p. 328.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 240 (année 1954).

293. — Avis de la commission de l'agriculture, par M. Jean Guiter, sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 29 novembre 1941 étendant le champ des opérations de la caisse centrale de crédit agricole mutuel des Etablissements français de l'Océanie, p. 328.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 241 (année 1954).

294. — Proposition de M. Griaule tendant à inviter le Gouvernement à développer la recherche scientifique relative aux civilisations des peuples d'outre-mer, p. 328.

295. — Rapport de M. de Gouyon sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application dès 1955 un plan quinquennal de réorganisation et de préparation à la mobilisation des forces terrestres d'outre-mer, p. 329.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 213 (année 1954).

296. — Rapport, par M. Begarra, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant relèvement des paliers de salaires prévus par le décret du 2 avril 1932 portant réglementation des accidents du travail en Afrique occidentale française, p. 331.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 20, 264 (année 1954).

297. — Rapport, par M. Begarra, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant majoration des rentes attribuées en application du décret du 2 avril 1932 portant réglementation des accidents du travail en Afrique occidentale française, p. 331.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 189 (année 1954).

298. — Rapport, par M. Jacobson, sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 332.
Voir: Assemblée nationale n° 8555 (2e législ.); Assemblée de l'Union française n°s 200, 221 (année 1954).

299. — Rapport, par M. Roclore, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à encourager la recherche de la flore convenant à la zone aride française et le reboisement de larges espaces prédésertiques, p. 352.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 187 (année 1954).

300. — Rapport d'information par M. Bégarra fait au nom de la commission des affaires sociales sur les conditions d'application du code du travail au Togo et au Cameroun, p. 353,

301. — Rapport par M. Guyard sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Conombo, député, tendant à compléter la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 en ce qui concerne le remplacement des sièges vacants dans la représentation des territoires d'outre-mer à l'Assemblée de l'Union française, p. 363.
Voir: Assemblée nationale, n° 8538 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 201 (année 1954).

302. — Avis de la commission de l'agriculture, par M. Cazelles sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 363.
Voir: Assemblée nationale, n° 8555 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n°s 200, 221, 298 (année 1954).

303. — Avis par M. le général Sicé sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 366.
Voir: Assemblée nationale, n° 8555 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n°s 200, 221, 298, 302 (année 1954).

304. — Rapport d'information par M. de Gouyon fait au nom de la commission de la défense de l'Union française, à la suite de la mission effectuée par une délégation de la commission sur l'état de la défense en Afrique centrale, p. 372.

305. — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Dusseaulx, sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 378.
Voir: Assemblée nationale, n° 8555 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n°s 200, 221, 298, 302, 303 (année 1954).

306. — Avis de la commission de la défense de l'Union française, par M. Fleury, sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projt de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 379.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 305 (année 1954).

307. — Avis de la commission des affaires culturelles, par M. Griaule, sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 380.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 306 (année 1954).

308. — Avis de la commission d'information, par M. Guy, sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 384.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 307 (année 1954).

309. — Avis de la commission des affaires financières, par M. Schmitt, sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres; 2° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 385.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 308 (année 1954).

310. — Proposition de M. Antonini tendant à inviter le Gouvernement de la République à prendre toutes mesures pour améliorer et régler la situation des fonctionnaires et agents des services publics en service en Indochine ou susceptibles d'être ramenés dans la métropole, p. 386.

311. — Proposition de M. Antonini tendant à inviter le Gouvernement de la République à accorder au personnel militaire en service en Indochine la libre disposition du pécule, sinon à supprimer celui-ci, p. 386.

312. — Proposition de M. Pierre Cornet invitant: 1° le Gouvernement de la République française à prendre toutes mesures pour le règlement des créances du Cambodge sur la France; 2° le haut conseil de l'Union française à envisager le règlement des créances du Cambodge sur le Viet-Nam, p. 386.

313. — Proposition de M Vignes tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une consultation permanente des Etats associés lors des accords commerciaux conclus par la France avec les pays étrangers, p. 387.

314. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le Gouvernement à compléter les mesures propres à assurer le règlement des dommages de guerre en Indochine, p. 388

315. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le haut conseil de l'Union française à prendre toutes mesures relatives à l'atténuation de certaines taxes de compensation de change imposées par le Gouvernement vietnamien aux importateurs français d'Indochine, p. 388.

316. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le haut conseil à construire à l'intérieur de l'Union française un système équitable d'échanges commerciaux, p. 389.

317. — Proposition de M. Vignes tendant à inviter le Gouvernement de la République française et le haut conseil de l'Union française à développer les échanges culturels entre les quatre Etats associés et, notamment, entre la France et les trois Etats d'Indochine, p. 391.

318. — Rapport d'information de M. Bégarra au nom de la commission des affaires sociales sur les conditions d'application du code du travail en Afrique équatoriale française, p. 391.

319. — Proposition de M. Dusseaulx tendant à inviter le Gouvernement de la République française à envisager des mesures d'aide technique, économique et sociale en faveur des Etats associés d'Indochine, p. 406.

320. — Demande d'avis de M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi tendant à ratifier certains textes intervenus en matière douanière concernant les territoires d'outre-mer (décrets, délibérations des assemblées locales et arrêtés), p. 407.
Voir: Assemblée nationale, n° 9117 (2e législ.).

321. — Proposition de M. Sarr Ibrahima tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations sinistrées pendant les inondations des 1er et 15 août 1954, et à accorder les crédits nécessaires à la réalisation des travaux de protection de la ville de Rufisque, p. 409.

322. — Proposition de M. Amadou Ba tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux populations du Soudan, victimes des inondations, les secours de première urgence nécessaires et à prendre les dispositions d'assistance imposées par cette douloureuse situation, p. 409.

323. — Rapport de M. Antonini sur: 1° la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République à venir en aide aux populations sinistrées pendant les inondations des 1er et 15 août 1954, et à accorder des crédits nécessaires à la réalisation des travaux

de protection de la ville de Rufisque; 2° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux populations du Soudan, victimes des inondations, les secours de première urgence nécessaires et à prendre les dispositions d'assistance imposées par cette douloureuse situation, p. 409.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 321, 322 (année 1954).

324. — Proposition de M. Aubert tendant à inviter le Gouvernement à veiller, au cours des prochaines négociations internationales, à ce qu'aucun engagement ne soit souscrit qui serait de nature à porter atteinte à la sécurité et à l'intégrité de l'Union française. p. 410

325. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, p. 410.
Voir: Assemblée nationale, n° 9253 (2e législ.).

326. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant réglementation des loyers des locaux d'habitation et des locaux à usage professionnel sans caractère industriel ou commercial en Côte française des Somalis, p. 411.

327. — Proposition de résolution de M. le général Sicé tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française l'accord concernant le rattachement à l'Union indienne des Etablissements français de l'Inde, p. 413.

328. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1955, p. 414.
Voir: Assemblée nationale, n° 9291 (2e législ.).

329. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des relations avec les Etats associés pour l'exercice 1955, p. 414.
Voir: Assemblée nationale, n° 9297 (2e législ.).

330. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification de l'article 13 du décret du 19 mai 1939 sur l'organisation des chemins de fer coloniaux, p. 414.

331. — Demande d'avis transmise par le président du conseil des ministres, sur le projet de décret fixant les tarifs des droits d'expédition des actes de l'état-civil en Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 414.

332. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret déterminant les modalités d'application du code de la nationalité française au Togo et au Cameroun, p. 415.

333. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicable aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions de l'article 12 de l'acte dit loi du 1er février 1943 relatif aux règlements par chèques et virements, p. 416.

334. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant extension aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer de la loi n° 53-1081 du 4 novembre 1953 complétant les articles 7 et 9 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, p. 417.

335. — Proposition de M. Thoetten tendant à demander au Gouvernement de la République française d'aider financièrement et techniquement le Gouvernement de l'Etat associé du Cambodge: 1° pour la réalisation du port maritime de Réam; 2° pour la modernisation et l'agrandissement du port fluvial de Phnom-Penh, p. 417.

336. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le Gouvernement à définir une politique des échanges commerciaux de l'Union française, p. 418.

337. — Proposition de M. Le Brun Kéris tendant à demander que l'Assemblée de l'Union française soit saisie des accords ayant abouti au transfert *de facto* des Etablissements français dans l'Inde, changement de statut sur lequel, en application de l'article 75 de la Constitution, l'Assemblée de l'Union française aurait dû se prononcer avant qu'il soit réalisé, p. 420.

338. — Proposition de M. Fontanet tendant à demander au Gouvernement que l'Assemblée de l'Union française soit saisie pour avis des articles des traités issus des accords de Londres et de Paris intéressant l'Union française, p. 420.

339. — Rapport par M. Antonini sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République à accorder au persnnel militaire en service en Indochine la libre proposition du pécule, sinon à supprimer celui-ci, p. 421.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 311 (année 1954).

340. — Rapport de M. Oudard sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre pour avis, à l'Assemblée de l'Union française, l'accord concernant le rattachement à l'Union indienne des Etablissements français de l'Inde, p. 421.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 327 (année 1954).

341. — Proposition de M. Schleiter tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître d'urgence à l'Assemblée de l'Union française les mesures d'ordre législatif ou autres qu'il compte prendre pour mettre fin à la situation tragique et inquiétante des trois départements algériens, p. 421.

342. — Proposition de M. Georges Riond tendant à inviter le Gouvernement à procéder à un aménagement des tarifs avion pour la diffusion des publications imprimées dans l'Union française, au moins en faveur des publications souscrites par abonnement ou vendues par des dépostaires à compte ferme, p. 422.

343. — Proposition de M. Georges Riond tendant à inviter le haut conseil de l'Union française à étudier un aménagement des tarifs avion pour la diffusion dans les Etats associés des publications imprimées dans l'Union française, au moins en faveur des publications souscrites par abonnement ou vendues par des dépositaires à compte ferme, p. 422.

344. — Proposition de M. Georges Riond tendant à inviter le Gouvernement à accentuer, sur la base des plus récentes découvertes de diététique, les efforts engagés pour assurer aux populations autochtones d'outre-mer le bénéfice constant d'un régime alimentaire équilibré, p. 422.

345. — Proposition de M. Georges Riond tendant à inviter le Gouvernement de la République française à soumettre à l'Assemblée de l'Union française les éléments d'un plan de coordination de l'économie de la métropole, des départements et territoires d'outre-mer, p. 423.

346. — Proposition de M. Georges Riond tendant à inviter le haut conseil de l'Union française à soumettre dès l'origine à l'avis de l'Assemblée de l'Union française les projets relatifs à la politique réciproque des Etats associés à la suite des événements d'Indochine, p. 423.

347. — Rapport par M. Antonini, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant réglementation des loyers des locaux d'habitation et des locaux à usage professionnel sans caractère industriel ou commercial en Côte française des Somalis, p. 423.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 326 (année 1954).

348. — Rapport par M. Pierre Cornet, sur la proposition invitant: 1° le Gouvernement de la République française à prendre toutes mesures pour le règlement des créances du Cambodge sur la France; 2° le haut conseil de l'Union française à envisager le règlement des créances du Cambodge sur le Viet-Nam, p. 426.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 312 (année 1954).

349. — Avis de la commission des relations extérieures par M. Bidet sur la proposition, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accroître la participation des membres de l'Assemblée de l'Union française aux délégations envoyées dans les manifestations internationales intéressant l'Union française; 2° à encourager les contacts qui peuvent s'établir à l'occasion des diverses manifestations nationales et internationales, p. 426.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 236, 258 (année 1954).

350. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions du décret n° 53-875 du 22 septembre 1953 relatif à la tenue des livres de commerce, p. 426.

351. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Theetten sur la proposition de loi tendant à créer un régime de prestation familiales pour les salariés non fonctionnaires, dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, p. 427.
Voir: Assemblée nationale, n° 6491 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 61, 269 (année 1954).

352. — Proposition de M. Junillon, président de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, au nom de cette commission, tendant à demander au Gouvernement de reclasser les magistrats d'Indochine dans les juridictions ressortissant soit au ministère de la France d'outre-mer, soit au ministère de la justice, et ce, proportionnellement au nombre desdites juridiction, p. 427.

353. — Proposition de M. Benamor tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans chacune des chambres de la cour de cassation, un poste de conseiller réservé à la magistrature de la France d'outre-mer, p. 428.

354. — Proposition de M. Le Brun Kéris tendant à demander au Gouvernement d'instituer certaines primes et indemnités en faveur du personnel du cadre général des officiers ingénieurs des eaux et forêts d'outre-mer, p. 428.

355. — Proposition de M. Boisdon tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi rendant applicables à tous les Français, quel que soit leur statut, les dispositions du code civil relatives à la paternité et à la filiation, p. 429.

356. — Rapport par M. Cazelles, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1955, p. 429.
Voir: Assemblée nationale, n° 9291 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 328 (année 1954).

357. — Rapport par M. Chiarasini, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des relations avec les Etats associés pour l'exercice 1955, p. 431.
Voir: Assemblée nationale, n° 9297 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 329 (année 1954).

358. — Rapport par Mme Emilienne Moreau, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à étudier la contribution que l'armée pourrait apporter à la solution des problèmes posés par l'immigration algérienne dans la métropole, p. 433.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 150 (année 1954).

359. — Rapport par M. Georget, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, portant extension aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer de la loi n° 53-1081 du 4 novembre 1953 complétant les articles 7 et 9 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, p. 434.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 334 (année 1954).

360. — Avis de la commission du plan par M. Jacobson sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1955, p. 434.
Voir: Assemblée nationale, n° 9291 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 328, 356 (année 1954).

361. — Proposition de M. Alduy tendant à inviter le Gouvernement de la République française à faire connaître les mesures prises en Algérie pour rétablir le calme et les mesures qu'il compte prendre dans l'avenir pour éviter le retour de nouveaux troubles, p. 435.

362. — Proposition de M. la Gravière tendant à inviter le Gouvernement de la République française: 1° à rassembler d'urgence tous les éléments d'information et témoignages concernant le trafic d'esclaves noirs dont, selon des publications et des relations récentes, certains territoires de l'Union française seraient les lieux de passage, de regroupement et même de recrutement; 2° à prendre toutes mesures propres à mettre fin sans tarder, si elles se trouvaient établies, aux survivances de pratiques que l'œuvre de la France prétendait abolir et qui contrediraient singulièrement les principes de liberté et de respect de la personne humaine proclamés par la Constitution de 1946 et la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, p. 435.

363. — Rapport par M. Cazelles sur le projet de résolution portant prévision de crédits supplémentaires à l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1954, p. 436.

364. — Rapport par M. Cazelles sur le projet de résolution portant prévision des crédits nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1955, p. 437.

365. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Le Cozannet, député, tendant à instituer un statut définitif de l'encouragement aux textiles nationaux, p. 437.
Voir: Assemblée nationale, n° 6619 (2e législ.).

366. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Julien Gautier, sénateur, tendant à instituer un statut définitif de l'encouragement aux textiles nationaux, p. 441.
Voir: Assemblée nationale, n° 6701 (2e législ.); Conseil de la République, n° 431 (année 1953).

367. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Ramonet, député, tendant à la réorganisation des services du commerce extérieur, p. 445.
Voir: Assemblée nationale, n° 8877 (2e législ.).

368. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 455.

369. — Proposition de résolution de M. Griaule, président de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, au nom de cette commission, tendant à la désignation par l'Assemblée de l'Union française d'une mission d'information chargée d'étudier le fonctionnement et les résultats des expériences d'éducation de base en Afrique occidentale française, p. 456.

370. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954 et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2° le protocole d'accession de la république fédérale d'Allemagne au traité de l'Atlantique Nord signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° le protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la convention sur les relations entre les trois puissances et la république fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 4° la convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la république fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, p. 456.
Voir: Assemblée nationale, n° 9432 (2e législ.).

371. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Oopa Pouvanaa, député, relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et dans les départements et les arrondissements métropolitains et d'outre-mer, p. 456.
Voir: Assemblée nationale, n° 9186 (2e législ.).

372. — Proposition de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement de la République française à faire connaître ses projets relatifs à la conception et à l'organisation de la défense de l'outre-mer dans le cadre des réformes de structure de la défense nationale envisagées, p. 457.

373. — Proposition de M. Gorse tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la création d'un restaurant communautaire à Djibouti, p. 457.

374. — Rapport par M. Laurin sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi autorisant la création en Afrique occidentale française de conseils de subdivision et de cercle, en Afrique équatoriale française de conseils de district et de région, et l'institution de budgets de cercle ou de région; 2° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'instituer des budgets de cercles dans les territoires d'outre-mer; 3° la proposition de résolution tendant à la création de conseils locaux valablement représentatifs des collectivités indigènes dans les circonscriptions administratives de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de Madagascar et de la Côte des Somalis; 4° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à instituer des conseils régionaux dans les territoires d'outre-mer, p. 458.
Voir: Assemblée nationale, n° 8258 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 140 (année 1951), 106, 352 (année 1952) et 142 (année 1954).

375. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Conombo, député, portant réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, p. 460.
Voir: Assemblée nationale, n° 9255 (2e législ.).

376. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Senghor, député, portant institution d'un régime de prestations familiales au bénéfice des travailleurs salariés dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 461.
Voir: Assemblée nationale, n° 9509 (2e législ.).

377. — Rapport de M. Antonini sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République à prendre toutes mesures pour améliorer et régler la situation des fonctionnaires et agents des services publics en service en Indochine ou susceptibles d'être ramenés dans la métropole, p. 464.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 310 (année 1954).

378. — Proposition de résolution de M. Bégarra tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi déterminant le régime de prestations familiales à appliquer aux travailleurs originaires d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, des territoires d'outre-mer et des territoires associés travaillant en France et dont la famille réside outre-mer, p. 464.

379. — Rapport par M. Lechani sur: 1° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître d'urgence, à l'Assemblée de l'Union française, les mesures d'ordre législatif ou autres qu'il compte prendre pour mettre fin à la situation tragique et inquiétante des trois départements algériens; 2° la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République française à faire connaître les mesures prises en Algérie pour rétablir le calme et les mesures qu'il compte prendre dans l'avenir pour éviter le retour de nouveaux troubles, p. 465.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 341, 361 (année 1954).

380. — Rapport par M. Bégarra sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Conombo, député, tendant à porter à deux ans le délai imparti aux anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945 pour déposer leur demande de revision de pensions, p. 465.
Voir: Assemblée nationale, n° 8501 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 242 (année 1954).

381. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. André Hugues, député, portant création d'une académie nationale des sciences sociales, p. 466.
Voir: Assemblée nationale, n° 9235 (2e législ.).

382. — Rapport de M. Repiquet sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant introduction, dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, de la législation relative aux monuments historiques, aux fouilles archéologiques et à la protection des monuments naturels et des sites, à la publicité par panneaux-réclame, par affiches et aux enseignes, p. 466.
Voir: Assemblée nationale n° 8123 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 229 (année 1954).

383. — Rapport, par M. Héline, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954 et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2° le protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au traité de l'Atlantique-Nord signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° le protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements,

la convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 4° la convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, p. 468.
Voir: Assemblée nationale, n° 9432 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 379 (année 1954).

384. — Avis de la commission de la défense de l'Union française, par M. de Gouyon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles signé à paris le 23 octobre 1954 et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2° le protocole d'accession de la république fédérale d'Allemagne au traité de l'Atlantique Nord signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° le protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la république fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la convention sur les relations entre les trois puissances et la république fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 4° la convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la république fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, p. 471.
Voir: Assemblée nationale, n° 9432 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 370, 383 (année 1954).

385. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le Gouvernement à refuser tout accord avec l'Etat libyen qui ne consacrerait pas la permanence des intérêts français (stratégiques et économiques) au Fezzan, p. 473.

386. — Rapport par M. Pierre Cornet sur la proposition tendant à inviter le Haut Conseil de l'Union française à prendre toutes mesures relatives à l'atténuation de certaines taxes de compensation de change imposées par le Gouvernement vietnamien aux importateurs français d'Indochine, p. 473.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 315 (année 1954).

387. — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Dusseaulx, sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954 et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2° le protocole d'accession de la république fédérale d'Allemagne au traité de l'Atlantique Nord, signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° le protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la république fédérale d'Allemagne, signé à Paris le 23 octobre 1954, et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la convention sur les relations entre les trois puissances et la république fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 4° la convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la république fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, p. 474.
Voir: Assemblée nationale n° 9432 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 370, 383, 384 (année 1954).

388. — Proposition de Mme Malroux tendant à inviter le Gouvernement à organiser en Algérie, dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, la distribution gratuite de lait et de sucre et éventuellement d'autres suppléments alimentaires dans les écoles, p. 474.

389. — Proposition de M. André Bidet tendant à inviter le Gouvernement à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française le projet de loi portant ratification des instruments diplomatiques signés à Manille le 8 septembre 1954 et comprenant le traité de défense collective pour l'Asie du Sud-Est (S. E. A. T.), le protocole annexe au traité et la charte du Pacifique, p. 475.

390. — Proposition de M. Begarra tendant à inviter le Gouvernement de la République à compléter l'application du code du travail dans les territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle en prenant dans les meilleurs délais les mesures nécessaires, p. 475.

391. — Proposition de résolution de M. Begarra tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant les articles 125, 148, 167, 189, 193, 204 et 206 de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 476.

392. — Rapport de M. Theetten sur: 1° la proposition tendant à attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'améliorer les relations économiques entre la France et les Etats associés; 2° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les vues équitables que lui ont présentées les représentants du commerce franco-indochinois pour prévoir la protection raisonnable qui est nécessaire au maintien de leurs activités et les Français d'Indochine pour la sauvegarde des investissements français dans ce pays; 3° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une consultation permanente des Etats associés sur les accords commerciaux dont la France envisagerait la conclusion avec les pays étrangers; 4° la proposition tendant à inviter le Haut Conseil à construire à l'intérieur de l'Union française un système équitable d'échanges commerciaux; 5° la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République française à répondre à toutes demandes d'aide technique, économique et sociale formulées par les Etats associés d'Indochine, p. 477.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 73, 146, 313, 316, 319 (année 1954).

393. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française), p. 485.

394. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française), p. 485.

395. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores), p. 486.

396. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Cameroun), p. 486.

397. — Proposition de résolution de M. Alfred Bour tendant à modifier l'article 12 du règlement de l'Assemblée de l'Union française, p. 487.

398. — Rapport par M. Do Huu Thinh au nom de la commission des affaires financières, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à ratifier certains textes intervenus en matière douanière concernant les territoires d'outre-mer (décrets, délibérations des assemblées locales et arrêtés), p. 487.
Voir: Assemblée nationale, n° 9117 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 320 (année 1954).

399. — Rapport par M. Randretsa sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret complétant le décret du 25 août 1929, relatif à la constatation et à la constitution de la propriété indigène à Madagascar, p. 490.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 250 (année 1954).

400. — Rapport par M. Pierre Cornet sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions de l'article 12 de l'acte dit loi du 1er février 1943 relatif aux règlements par chèques et virements, p. 492.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 333 (année 1954).

401. — Rapport par M. André Bidet sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française, le projet de loi portant ratification des instruments diplomatiques signés à Manille le 8 septembre 1954 et comprenant le traité de défense collective pour l'Asie du Sud-Est (S. E. A. T. O.), le protocole annexe au traité et la charte du Pacifique, p. 492.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 389 (année 1954).

402. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant réorganisation des chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie en Afrique équatoriale française, p. 493.

403. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant réorganisation des chambres de commerce d'agriculture et d'industrie en Afrique occidentale française, p. 493.

404. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant abrogation du décret n° 52-512 du 6 mai 1952 modifiant, en ce qui concerne les établissements français de l'Océanie, les dispositions du décret du 30 décembre 1937 concernant le régime de la transcription, p. 494.

405. — Proposition de M. Alduy tendant à demander au Gouvernement la création d'un comité interprofessionnel des fruits et légumes chargé de préparer les mesures nécessaires pour assurer l'équilibre entre les ressources et les besoins en fruits et légumes de la métropole et de la France d'outre-mer et pour normaliser leur commercialisation, p. 494.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.